

Djibouti Report NCPI

NCPI Header

COUNTRY

Name of the National AIDS Committee Officer in charge of NCPI submission and who can be contacted for questions, if any:

Secretariat Exécutif de lutte contre le VIH/SIDA, Tuberculose, Paludisme

Postal address:

2067

Telephone:

0025321352313

Fax:

00253352006

E-mail:

amoutaf@yahoo.fr

Describe the process used for NCPI data gathering and validation:

A l'instar des autres pays, pour élaborer son rapport d'activité sur la riposte au sida 2012, les autorités Djiboutiennes ont mis en place un comité de rédaction sous l'égide de l'organe de coordination technique de la réponse nationale en l'occurrence le Secrétariat Exécutif du comité intersectoriel de lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose. En effet depuis décembre 2011, un planning des activités est mis en place pour mener à bien cet exercice de portée nationale :

- Création du comité : Ce comité a regroupé l'ensemble des secteurs impliqués dans la lutte contre le Sida pour prendre part à la préparation et l'élaboration du présent rapport. En effet, il fut composé de représentants de la riposte nationale du secteur de la santé, les représentants des autres départements ministériels tels que l'éducation, la promotion de la femme ainsi que les représentants des agences du système des Nations Unies par le biais de l'équipe conjointe sur le VIH et SIDA, les coopérations bilatérales ainsi que la société civile. Ce dernier secteur fut représenté par une agence d'encadrement, le réseau des personnes vivantes avec le VIH/Sida et deux associations impliquées dans le Dispositif d'Appui Social Accéléré aux Personnes vivantes avec le VIH/Sida.
- Formation de l'équipe nationale : Les membres du comité ont suivi une formation à distance sur la compréhension des indicateurs sur leurs méthodes de calcul. Cet exercice a été enrichissant et les a dotés de compétences pour mieux appréhender le travail de terrain.
- Recrutement de deux consultants nationaux : L'équipe de rédaction a été renforcé par deux consultants nationaux en charge de la collecte de données et de l'interprétation et analyse des résultats ainsi que de la rédaction du rapport.
- Etablissement d'une matrice des indicateurs à collecter : Pour rendre l'exercice participatif, une matrice des indicateurs avec les responsables de collecte a été mise en place, ainsi chaque membre du comité en fonction de leurs domaines de compétences s'est vu impliqué dans la collecte de données.
- Revue documentaire et exploitation des bases de données : Des études comportementales réalisées en 2010 auprès des jeunes.
- Revue du PSN 2008-2012
- Rapport sur l'accès universel
- Rapport SS 2010
- Enquêtes jeunes CAP 2010
- Enquête CAP 2008
- Synthèse des données disponibles et calcul des indicateurs du rapport UNGASS
- Atelier de validation des surveillances épidémiologiques 2008 et 2009 en janvier 2010

Describe the process used for resolving disagreements, if any, with respect to the responses to specific questions:

-

Highlight concerns, if any, related to the final NCPI data submitted (such as data quality, potential misinterpretation of questions and the like):

-

NCPI - PART A [to be administered to government officials]

Organization	Names/Positions	A.I	A.II	A.III	A.IV	A.V	A.VI
Mouna Osman	Secrétaire Exécutif	Yes	Yes	Yes	No	No	No
dr houssein yousof	medecin infectiologue	No	No	No	No	Yes	No
dr meeke mohamed	directeur technique du secretariat exécutif	No	No	No	Yes	Yes	No
fatouma barkhat	responsable suivi et evaluation	No	No	No	Yes	No	Yes
ismail sougueh	directeur du programme national de lutte contre le vih/sida	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
zamzam abdillahi	-	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
	responsable de prise en charge programme de lutte contre le						

amina farah	responsable de prise en charge programme de lutte contre le vih/sida	No	No	No	Yes	Yes	Yes
-------------	--	----	----	----	-----	-----	-----

NCPI - PART B [to be administered to civil society organizations, bilateral agencies, and UN organizations]

Organization	Names/Positions	B.I	B.II	B.III	B.IV	B.V
Dr tharcisse barih	Coordinateur Pays ONUSIDA	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Dr Rayana Bouhaka	Répresentante OMS	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
ADENALI	PAM	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
fatouma youssouf	vice presidente des reseau des personnes vivant avec le vih	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
hasna abdallah	unicef	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
dr marcel	hcr	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
kadija ali	AGENCE D'ENCADREMENT CCAF	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes

A - I. STRATEGIC PLAN

1. Has the country developed a national multisectoral strategy to respond to HIV?

(Multisectoral strategies should include, but are not limited to, those developed by Ministries such as the ones listed under 1.2):

Yes

IF YES, what was the period covered:

-

IF YES, briefly describe key developments/modifications between the current national strategy and the prior one.

IF NO or NOT APPLICABLE, briefly explain why.:

Au terme du premier plan stratégique multisectoriel 2003-2007, le pays s'est doté du plan stratégique actuel couvrant la période 2008-2012 dont le but principal est : Réduire les nouvelles infections par le VIH, améliorer la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH et renforcer la coordination, la gestion et le suivi et évaluation de la réponse nationale. Le plan est en lien avec les objectifs de l'accès Universel pour la prévention, le traitement, les soins et le soutien. Le plan actuel est l'continuité ou l'élargissement des approches, mais aussi des groupes vulnérables prioritaires. Il tient également compte des nouveaux besoins des populations, et surtout traite de manière transversale des aspects du genre et de l'équité.

1.1 Which government ministries or agencies

Name of government ministries or agencies [write in]:
 Ministère de la santé, ministere de la promotion de la femme, ministère de la justice, ministere de la jeunesse des sports, ministere de l'éducation

1.2. Which sectors are included in the multisectoral strategy with a specific HIV budget for their activities?

SECTORS	
Included in Strategy	Earmarked Budget
Yes	Yes
Yes	Yes
Yes	Yes
Yes	Yes
Yes	Yes
Yes	Yes
Yes	Yes

Other [write in]:
-

IF NO earmarked budget for some or all of the above sectors, explain what funding is used to ensure implementation of their HIV-specific activities?:
-

1.3. Does the multisectoral strategy address the following key populations, settings and cross-cutting issues?

Men who have sex with men:
No

Migrants/mobile populations:

Yes

Orphans and other vulnerable children:

Yes

People with disabilities:

Yes

People who inject drugs:

No

Sex workers:

Yes

Transgendered people:

No

Women and girls:

Yes

Young women/young men:

Yes

Other specific vulnerable subpopulations:

-

Prisons:

Yes

Schools:

Yes

Workplace:

Yes

Addressing stigma and discrimination:

Yes

Gender empowerment and/or gender equality:

Yes

HIV and poverty:

Yes

Human rights protection:

Yes

Involvement of people living with HIV:

Yes

IF NO, explain how key populations were identified?:

-

1.4. What are the identified key populations and vulnerable groups for HIV programmes in the country [write in]?:

En 2004 le plan stratégique prenait en compte les groupes vulnérables suivant : les hommes en uniformes, Routiers, Travailleuses du sexe, travailleurs du secteur privé, Nomades vivant le long du corridor Djibouti-Ethiopie, Dockers, Jeunes non scolarisés, Jeunes scolarisés, Enfants de la rue, Immigrés/réfugiés, Jeunes filles en difficulté, Khatteurs, OEV, PVVS, Femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans Et lors de l'élaboration du plan stratégique 2008-2012, le pays à limiter les actions à mener en faveur de la lutte contre le sida au groupes les plus à risque, cela dans un soucis d'optimiser l'utilisation des financement au groupe les plus à risque ; Tels que : les travailleuses de sexe, les jeunes filles en difficultés, les détenues, les personnes mobiles, les jeunes, les OEV, les PPVIH, les populations mobiles

1.5. Does the multisectoral strategy include an operational plan?: Yes

1.6. Does the multisectoral strategy or operational plan include

a) Formal programme goals?:

Yes

b) Clear targets or milestones?:

Yes

c) Detailed costs for each programmatic area?:

Yes

d) An indication of funding sources to support programme implementation?:

Yes

e) A monitoring and evaluation framework?:

Yes

1.7

1.7. Has the country ensured "full involvement and participation" of civil society in the development of the multisectoral strategy?:

Active involvement

IF ACTIVE INVOLVEMENT, briefly explain how this was organised:

EN CAS D'IMPLICATION ACTIVE, expliqué brièvement comment celle-ci a été organisée : EN CAS D'IMPLICATION NULLE OU MODÉRÉE, expliquer brièvement pourquoi cela a été le cas : La société civile est impliquée dans l'ensemble des réunions et ateliers de travail concernant le développement des stratégies de lutte contre le sida. Elle est membre du comité technique intersectoriel de lutte contre le sida au niveau nationale, et membre des comités régionaux de la santé

au niveau décentralisé, mais aussi membre actif de CCM, elle a occupé la place de vice présidence du CCM pendant 3ans. Il y a une professionnalisation des associations à base communautaire, et un leadership. Et le réseau de personnes vivantes avec le VIH constitué en 2010 et la preuve de la volonté de se renforcer.

1.8. Has the multisectoral strategy been endorsed by most external development partners (bi-laterals, multi-laterals)?:

Yes

1.9

1.9. Have external development partners aligned and harmonized their HIV-related programmes to the national multisectoral strategy?:

Yes, all partners

2. Has the country integrated HIV into its general development plans such as in: (a) National Development Plan; (b) Common Country Assessment / UN Development Assistance Framework; (c) Poverty Reduction Strategy; and (d) sector-wide approach?:

Yes

2.1. IF YES, is support for HIV integrated in the following specific development plans?

Common Country Assessment/UN Development Assistance Framework:

Yes

National Development Plan:

Yes

Poverty Reduction Strategy:

Yes

Sector-wide approach:

Yes

Other [write in]:

-

2.2. IF YES, are the following specific HIV-related areas included in one or more of the development plans?

HIV impact alleviation:

Yes

Reduction of gender inequalities as they relate to HIV prevention/treatment, care and/or support:

Yes

Reduction of income inequalities as they relate to HIV prevention/treatment, care and/or support:

Yes

Reduction of stigma and discrimination:

Yes

Treatment, care, and support (including social security or other schemes):

Yes

Women's economic empowerment (e.g. access to credit, access to land, training):

N/A

Other[write in below]:

-

3. Has the country evaluated the impact of HIV on its socioeconomic development for planning purposes?:

Yes

3.1. IF YES, on a scale of 0 to 5 (where 0 is "Low" and 5 is "High"), to what extent has the evaluation informed resource allocation decisions?:

4

4. Does the country have a strategy for addressing HIV issues among its national uniformed services (such as military, police, peacekeepers, prison staff, etc)?:

No

5. Has the country followed up on commitments made in the 2011 Political Declaration on HIV/AIDS?:

Yes

5.1. Have the national strategy and national HIV budget been revised accordingly?:

Yes

5.2. Are there reliable estimates of current needs and of future needs of the number of adults and children requiring antiretroviral therapy?:

Estimates of Current Needs Only

5.3. Is HIV programme coverage being monitored?:

Yes

5.3

(a) IF YES, is coverage monitored by sex (male, female)?:

Yes

(b) IF YES, is coverage monitored by population groups?:

No

(c) Is coverage monitored by geographical area:

No

5.4. Has the country developed a plan to strengthen health systems?:

Yes

Please include information as to how this has impacted HIV-related infrastructure, human resources and capacities, and logistical systems to deliver medications:

-

6. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate strategy planning efforts in the HIV programmes in 2011?:

5

Since 2009, what have been key achievements in this area:

-

What challenges remain in this area:

-

A - II. POLITICAL SUPPORT AND LEADERSHIP

1. Do the following high officials speak publicly and favourably about HIV efforts in major domestic forums at least twice a year

A. Government ministers:

Yes

B. Other high officials at sub-national level:

Yes

1.1

(For example, promised more resources to rectify identified weaknesses in the HIV response, spoke of HIV as a human rights issue in a major domestic/international forum, and such activities as visiting an HIV clinic, etc.):

Yes

Briefly describe actions/examples of instances where the head of government or other high officials have demonstrated leadership:

Dans le cadre de l'initiative de la Mer Rouge sur le thème « Mobilités, Migration et Vulnérabilité au VIH », s'est tenue à Djibouti du 26 au 29 septembre 2010, sous le Haut Patronage de Son Excellence Mr le Président de la République de Djibouti Mr Ismail Omar Guelleh, une conférence de haut niveau qui a regroupé une trentaine de délégations dont seize Ministres . Puis dans le ministère de la santé à président en Janvier 2012 table ronde pour de mobilisation de fonds en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA/

2. Does the country have an officially recognized national multisectoral HIV coordination body (i.e., a National HIV Council or equivalent)?:

Yes

2.1. IF YES, does the national multisectoral HIV coordination body

Have terms of reference?:

Yes

Have active government leadership and participation?:

Yes

Have an official chair person?:

Yes

IF YES, what is his/her name and position title?:

Comité Technique intersectoriel

Have a defined membership?:

Yes

IF YES, how many members?:

20

Include civil society representatives?:

Yes

IF YES, how many?:

2

Include people living with HIV?:

Yes

IF YES, how many?:

-

Include the private sector?:

Yes

Strengthen donor coordination to avoid parallel funding and duplication of effort in programming and reporting?:

Yes

3. Does the country have a mechanism to promote interaction between government, civil society organizations, and the private sector for implementing HIV strategies/programmes?:

Yes

IF YES, briefly describe the main achievements:

-

What challenges remain in this area:

-

4. What percentage of the national HIV budget was spent on activities implemented by civil society in the past year?:

0%

5.

Capacity-building:

Yes

Coordination with other implementing partners:

Yes

Information on priority needs:

Yes

Procurement and distribution of medications or other supplies:

Yes

Technical guidance:

-

Other [write in below]:

-

6. Has the country reviewed national policies and laws to determine which, if any, are inconsistent with the National HIV Control policies?:

Yes

6.1. IF YES, were policies and laws amended to be consistent with the National HIV Control policies?:

Yes

IF YES, name and describe how the policies / laws were amended:

Les lois nationales promulgués en lien avec la lutte contre le VIH/sida sont : Loi n° 196/AN/07/5eme L portant création d'un fonds de solidarité En faveur des orphelins et enfants affectés par le VIH sida. Loi n° 174/AN/05/5emeL portant mesures protectrices adaptées à la situation des PVVIH et personnes vulnérables

Name and describe any inconsistencies that remain between any policies/laws and the National AIDS Control policies:

Il n'y a pas d'interaction majeure, mais à Djibouti la prostitution est interdite, comment pouvons nous lutter efficacement contre le VIH chez les travailleuses de sexe, si elles ne sont pas reconnues ?

7. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate the political support for the HIV programme in 2011?:

5

Since 2009, what have been key achievements in this area:

l'engagement le plus récent et non des moindre concernent celui du président de la république de Djibouti son excellence Ismael Omar Guelleh qui par la signature de l'initiative présidentielle « PTPE + » a engagé le pays dans le renforcement du programme PTPE dans le but ultime de faire de Djibouti un pays indemne de transmission du VIH/SIDA des parents à l'enfant à l'horizon 2015. Sur le plan sous-régional, le pays a organiser une conférence international participe, pour réduire les risques de VIH liés à la mobilité.

What challenges remain in this area:

-

A - III. HUMAN RIGHTS

1.1

People living with HIV:

Yes

Men who have sex with men:

No

Migrants/mobile populations:

Yes

Orphans and other vulnerable children:

Yes

People with disabilities:

Yes

People who inject drugs:

No

Prison inmates:

Yes

Sex workers:

No

Transgendered people:

No

Women and girls:

Yes

Young women/young men:

Yes

Other specific vulnerable subpopulations [write in]:

-

1.2. Does the country have a general (i.e., not specific to HIV-related discrimination) law on non-discrimination?:

Yes

IF YES to Question 1.1. or 1.2., briefly describe the content of the/laws:

le gouvernement djiboutien choisi de prendre une position forte qui se distingue au regard de bien d'autres pays d'Afrique. L'article de Loi n° 174/AN/07/5ème publiée dans le Journal Officiel de la République de Djibouti est, en effet, révélatrice du souci profond des plus Hautes Autorités du pays d'agir non seulement sur la situation des personnes infectées et affectées par le VIH/Sida, mais encore « sur les difficultés particulières des personnes les plus démunies et des groupes vulnérables, notamment les mineurs, les handicapés, les travailleurs du sexe, les femmes et les détenus » (Art 5). L'Article 8 stipule quant à lui et de façon tout à fait remarquable : « Toute personne malade, handicapée ou appartenant à un groupe vulnérable a droit d'obtenir aide et assistance et de recevoir les moyens nécessaires pour mener une existence conforme à la dignité humaine ».

Briefly explain what mechanisms are in place to ensure these laws are implemented:

-

Briefly comment on the degree to which they are currently implemented:

-

2. Does the country have laws, regulations or policies that present obstacles to effective HIV prevention, treatment, care and support for key populations and other vulnerable subpopulations?:

No

IF YES, for which subpopulations?

People living with HIV:

No

Men who have sex with men:

Yes

Migrants/mobile populations:

No

Orphans and other vulnerable children:

No

People with disabilities:

No

People who inject drugs :

Yes

Prison inmates:

No

Sex workers:

Yes

Transgendered people:

Yes

Women and girls:

No

Young women/young men:

No

Other specific vulnerable subpopulations [write in below]:

-

Briefly describe the content of these laws, regulations or policies:

-

Briefly comment on how they pose barriers:

-

A - IV. PREVENTION

1. Does the country have a policy or strategy that promotes information, education and communication (IEC) on HIV to the general population?:

Yes

IF YES, what key messages are explicitly promoted?

Abstain from injecting drugs:

No

Avoid commercial sex:

No

Avoid inter-generational sex:

No

Be faithful:

Yes

Be sexually abstinent:

Yes

Delay sexual debut:

Yes

Engage in safe(r) sex:

Yes

Fight against violence against women:

Yes

Greater acceptance and involvement of people living with HIV:

Yes

Greater involvement of men in reproductive health programmes:

Yes

Know your HIV status:

Yes

Males to get circumcised under medical supervision:

Yes

Prevent mother-to-child transmission of HIV:

Yes

Promote greater equality between men and women:

Yes

Reduce the number of sexual partners:

Yes

Use clean needles and syringes:

Yes

Use condoms consistently:

Yes

Other [write in below]:

-

1.2. In the last year, did the country implement an activity or programme to promote accurate reporting on HIV by the media?:

No

2. Does the country have a policy or strategy to promote life-skills based HIV education for young people?:

Yes

2.1. Is HIV education part of the curriculum in

Primary schools?:

Yes

Secondary schools?:

Yes

Teacher training?:

Yes

2.2. Does the strategy include age-appropriate, gender-sensitive sexual and reproductive health elements?:

Yes

2.3. Does the country have an HIV education strategy for out-of-school young people?:

Yes

3. Does the country have a policy or strategy to promote information, education and communication and other preventive health interventions for key or other vulnerable sub-populations?:

Yes

Briefly describe the content of this policy or strategy:

-

3.1. IF YES, which populations and what elements of HIV prevention does the policy/strategy address?

IDU	MSM	Sex workers	Customers of Sex Workers	Prison inmates	Other populations
No	No	No	No	No	OUI
No	No	No	No	No	-
No	No	Yes	No	Yes	OUI
No	No	No	No	No	-
No	No	Yes	Yes	Yes	OUI
No	No	No	No	No	OUI
No	No	Yes	No	Yes	OUI
No	No	No	No	No	OUI

3.2. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate policy efforts in support of HIV prevention in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

Semaine national Prévention dans le centre pénitencier de la ville Prévention en milieu scolaire, en faveur des parents d’élèves et professeurs des collèges.

What challenges remain in this area:

Absence de financement pour mettre en œuvre les activités de prévention pour l’ensemble des groupes vulnérables identifiés dans la stratégie.

4. Has the country identified specific needs for HIV prevention programmes?:

Yes

IF YES, how were these specific needs determined?:

Les besoins ont été identifié lors de la revue du plan stratégique 2011, mais aussi dans les différentes études mise en œuvre.

4.1. To what extent has HIV prevention been implemented?

Blood safety:

Strongly Agree

Condom promotion:

Strongly Agree

Harm reduction for people who inject drugs:

N/A

HIV prevention for out-of-school young people:

Agree

HIV prevention in the workplace:

Agree

HIV testing and counseling:

Strongly Agree

IEC on risk reduction:

Agree

IEC on stigma and discrimination reduction:

Strongly Agree

Prevention of mother-to-child transmission of HIV:

Strongly Agree

Prevention for people living with HIV:

Agree

Reproductive health services including sexually transmitted infections prevention and treatment:

Strongly Agree

Risk reduction for intimate partners of key populations:

Disagree

Risk reduction for men who have sex with men:

N/A

Risk reduction for sex workers:

Agree

School-based HIV education for young people:

Agree

Universal precautions in health care settings:

Strongly Agree

Other[write in]:

-

5. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the efforts in

implementation of HIV prevention programmes in 2011?:

4

A - V. TREATMENT, CARE AND SUPPORT

1. Has the country identified the essential elements of a comprehensive package of HIV treatment, care and support services?:

Yes

If YES, Briefly identify the elements and what has been prioritized:

-

Briefly identify how HIV treatment, care and support services are being scaled-up?:

-

1.1. To what extent have the following HIV treatment, care and support services been implemented?

Antiretroviral therapy:

Strongly Agree

ART for TB patients:

-

Cotrimoxazole prophylaxis in people living with HIV:

Strongly Agree

Early infant diagnosis:

Agree

HIV care and support in the workplace (including alternative working arrangements):

Agree

HIV testing and counselling for people with TB:

Strongly Agree

HIV treatment services in the workplace or treatment referral systems through the workplace:

Agree

Nutritional care:

Agree

Paediatric AIDS treatment:

Agree

Post-delivery ART provision to women:

Strongly Agree

Post-exposure prophylaxis for non-occupational exposure (e.g., sexual assault):

Strongly Agree

Post-exposure prophylaxis for occupational exposures to HIV:

Strongly Agree

Psychosocial support for people living with HIV and their families:

Strongly Agree

Sexually transmitted infection management:

Agree

TB infection control in HIV treatment and care facilities:

Agree

TB preventive therapy for people living with HIV:

Disagree

TB screening for people living with HIV:

Disagree

Treatment of common HIV-related infections:

Agree

Other [write in]:

-

2. Does the government have a policy or strategy in place to provide social and economic support to people infected/affected by HIV?:

Yes

Please clarify which social and economic support is provided:

-

3. Does the country have a policy or strategy for developing/using generic medications or parallel importing of medications for HIV?:

Yes

4. Does the country have access to regional procurement and supply management mechanisms for critical commodities, such as antiretroviral therapy medications, condoms, and substitution medications?:

Yes

IF YES, for which commodities?:

-

5. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate the efforts in the implementation of HIV treatment, care, and support programmes in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

La mise en place des nouvelles directives de l'OMS en matière de prise en charge la mise en place de la stratégie du dépistage à l'initiative du soignant

What challenges remain in this area:

-

6. Does the country have a policy or strategy to address the additional HIV-related needs of orphans and other vulnerable children?:

Yes

IF YES, is there an operational definition for orphans and vulnerable children in the country?:

Yes

IF YES, does the country have a national action plan specifically for orphans and vulnerable children?:

Yes

IF YES, does the country have an estimate of orphans and vulnerable children being reached by existing interventions?:

Yes

IF YES, what percentage of orphans and vulnerable children is being reached? :

13%

7. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate the efforts to meet the HIV-related needs of orphans and other vulnerable children in 2011?:

7

Since 2009, what have been key achievements in this area:

-

What challenges remain in this area:

-

A - VI. MONITORING AND EVALUATION

1. Does the country have one national Monitoring and Evaluation (M&E) plan for HIV?:

Yes

Briefly describe any challenges in development or implementation:

Contrainte financière Absence de bases de données pluridisciplinaire permettant d'effectuer des comparaisons entre les réalisations physiques et financières. Absence de système de contrôle de qualité des données Aucune activité de recherche opérationnelle Besoins d'élargir les activités de SS à d'autres groupes vulnérables, tels que les travailleuses du sexe, les détenus mais depuis qu'il y a un tarissement des financement le pays n'a pu mobiliser les fonds nécessaires pour rendre effective ses activités d'élargissement de la surveillance sentinelle. Le comité technique de S&E est non opérationnel

1.1 IF YES, years covered:

-

1.2 IF YES, have key partners aligned and harmonized their M&E requirements (including indicators) with the national M&E plan?:

Yes, some partners

Briefly describe what the issues are:

-

2. Does the national Monitoring and Evaluation plan include?

A data collection strategy:

Yes

Behavioural surveys:

Yes

Evaluation / research studies:

No

HIV Drug resistance surveillance:

No

HIV surveillance:

Yes

Routine programme monitoring:

Yes

A data analysis strategy:

Yes

A data dissemination and use strategy:

Yes

A well-defined standardised set of indicators that includes sex and age disaggregation (where appropriate):

Yes

Guidelines on tools for data collection:

Yes

3. Is there a budget for implementation of the M&E plan?:

In Progress

4. Is there a functional national M&E Unit?:

Yes

Briefly describe any obstacles:

L'unité est créée depuis 2005, l'unité est composée d'une personne. L'unité devait être renforcée mais le financement prévu a été suspendu. L'unité ne dispose pas de base de données, sauf pour les données de la prise en charge bio médicale.

4.1. Where is the national M&E Unit based?

In the Ministry of Health?:

No

In the National HIV Commission (or equivalent)?:

Yes

Elsewhere [write in]?:

-

Permanent Staff [Add as many as needed]

POSITION [write in position titles in spaces below] Fulltime Part time Since when?

POSITION [write in position titles in spaces below]	Fulltime	Part time	Since when?
Responsable de l'unité	oui	-	2005

Temporary Staff [Add as many as needed]

POSITION [write in position titles in spaces below] Fulltime Part time Since when?

POSITION [write in position titles in spaces below]	Fulltime	Part time	Since when?
-	-	-	-

4.3. Are there mechanisms in place to ensure that all key partners submit their M&E data/reports to the M&E Unit for inclusion in the national M&E system?:

Yes

Briefly describe the data-sharing mechanisms:

Depuis le pays à rencontrer les difficultés financières, les acteurs de terrain ne réalisent aucune activité sur le terrain, il n'y a plus de remontée d'information cela concerne surtout les interventions de prévention. Concernant le domaine de la prise en charge, l'information remonte et un rapport est élaboré, et une copie est envoyée au programme via internet.

What are the major challenges in this area:

-

5. Is there a national M&E Committee or Working Group that meets regularly to coordinate M&E activities?:

No

6. Is there a central national database with HIV-related data?:

Yes

IF YES, briefly describe the national database and who manages it.:

Il existe une base de données au niveau du programme de lutte contre le sida du ministère de la santé, mais l'unité nationale de S&E ne possède pas de base de données contenant les données de la prise en charge globale, les données découlant des activités de prévention, et des données financières de manière à apprécier de façon objective les réalisations, donc les résultats, et la bonne utilisation optimale des ressources allouées.

6.1. IF YES, does it include information about the content, key populations and geographical coverage of HIV services, as well as their implementing organizations?:

Yes, but only some of the above

IF YES, but only some of the above, which aspects does it include?:

Le groupe vulnérable couvert, le volume c'est-à-dire le nombre de fois que l'activité a eu lieu, la couverture c'est-à-dire le nombre de personnes couvertes, le thème abordé, la date, le lieu.

6.2. Is there a functional Health Information System?

At national level:

Yes

At subnational level:

Yes

IF YES, at what level(s)?:

-

7. Does the country publish an M&E report on HIV, including HIV surveillance data at least once a year?:

Yes

8. How are M&E data used?

For programme improvement?:

Yes

In developing / revising the national HIV response?:

Yes

For resource allocation?:

Yes

Other [write in]:

-

Briefly provide specific examples of how M&E data are used, and the main challenges, if any:

Les données de s&E sont utilisées pour apprécier d'abord les résultats atteints par les acteurs en fonction du budget alloué ; Elles sont utilisées pour apprécier l'efficacité d'une stratégie, et permettre ainsi de réorienter l'approche mise en œuvre ; Les données permettent également d'apprécier l'utilisation des produits de santé publics, voir les niveaux des stocks et prévenir les ruptures des stocks éventuelles.

9. In the last year, was training in M&E conducted

At national level?:

No

At subnational level?:

Yes

IF YES, what was the number trained:

40 de personnes issues de la société civile, la formation concernait l'initiation des pairs éducateurs intervenant dans les activités de prévention aux principes de base du S&E, et à l'utilisation et

At service delivery level including civil society?:

Yes

IF YES, how many?:

-

9.1. Were other M&E capacity-building activities conducted other than training?:

No

10. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate the HIV-related monitoring and evaluation (M&E) in 2011?:

5

Since 2009, what have been key achievements in this area:

Elaboration du rapport de la surveillance sentinelle, 2009 et 2010. Participation à l'élaboration du rapport sur les carences programmatiques, participation à la revue du plan stratégique 2008-2012, élaboration de l'étude sur la vulnérabilité des personnes mobiles dans la région de Dorra, et l'élaboration du plan stratégique 2012-2016.

What challenges remain in this area:

-

B - I. CIVIL SOCIETY INVOLVEMENT

1. To what extent (on a scale of 0 to 5 where 0 is "Low" and 5 is "High") has civil society contributed to strengthening the political commitment of top leaders and national strategy/policy formulations?:

3

Comments and examples:

La société civile incluant les personnes vivant avec le VIH mène régulièrement un plaidoyer auprès des décideurs pour plus de mobilisation de ressources tant nationales qu'internationales. La société civile y compris les PVVIH, les groupes affectés clés a participé activement à la revue du PSN 2008-2012 et la formulation du nouveau PSN 2012-2016. Ce processus a été participatif et a été clôturé par une réunion de haut niveau présidée par le Premier Ministre. Cela a donné une opportunité au réseau des PVVIH de renforcer le plaidoyer politique. Le Président de la République a pris un engagement politique en faveur de l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant qui est reconnu comme une priorité nationale à travers une circulaire présidentielle

2. To what extent (on a scale of 0 to 5 where 0 is "Low" and 5 is "High") have civil society representatives been involved in the planning and budgeting process for the National Strategic Plan on HIV or for the most current activity plan (e.g. attending planning meetings and reviewing drafts)?:

5

Comments and examples:

La société civile a participé de manière active dans la réalisation des études spécifiques nécessaires à la revue du PSN i) les Travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes ont participé aux études de cartographie et d'estimation de la taille des populations à risque, les PVVIH dans l'évaluation de la situation nutritionnelle pour ceux qui sont sous traitement ARV et l'étude sur les besoins spécifiques des femmes PVVIH ; les adolescent (e)s et les jeunes dans l'étude /Enquête socio-comportementale. Les acteurs ont participé aux réunions et ateliers de revue et de formulation du nouveau plan stratégique 2012-2016.

3.

a. The national HIV strategy?:

5

b. The national HIV budget?:

2

c. The national HIV reports?:

3

Comments and examples:

Compte tenu de la participation active de la société civile dans la formulation du plan stratégique ;les interventions de cette dernière font partie intégrante du PSN . Au regard du Budget du Gouvernement le soutien de la société civile reste limité à quelques activités de fonctionnement comme les locaux de travail

4.

a. Developing the national M&E plan?:

5

b. Participating in the national M&E committee / working group responsible for coordination of M&E activities?

:

2

c. Participate in using data for decision-making?:

4

Comments and examples:

Les acteurs de la société civile ont participé à la formulation du plan de suivi évaluation et détermination des indicateurs du cadre de performance. La transmission des données issues des interventions de la société civile vers la structure de coordination nationale et la participation des membres de la société civile dans les groupes de suivi évaluation restent à renforcer. La société civile participe régulièrement aux ateliers de validation des données et la formulation des recommandations.

5. To what extent (on a scale of 0 to 5 where 0 is “Low” and 5 is “High”) is the civil society sector representation in HIV efforts inclusive of diverse organizations (e.g. organisations and networks of people living with HIV, of sex workers, and faith-based organizations)?:

4

Comments and examples:

Les réseaux des PVVIH et des associations impliquées dans la lutte contre le VIH sont représentés dans les organes de coordination et participent à la prise de décision. C’est le cas du Comité de Coordination Multisectorielle et Inter -partenaires qui est l’interface du Fonds Mondial de lutte contre le VIH et SIDA, Tuberculose et Paludisme.

6. To what extent (on a scale of 0 to 5 where 0 is “Low” and 5 is “High”) is civil society able to access

a. Adequate financial support to implement its HIV activities?:

2

b. Adequate technical support to implement its HIV activities?:

4

Comments and examples:

Depuis 2009 , les financements au niveau national provenant des projets appuyés par la Banque Mondiale et le Fonds Mondial ont diminué et dès cette période l’accès aux financements pour la société a été réduit Par contre l’appui technique est assuré régulièrement par les différents partenaires dont le système des Nations Unies.

7. What percentage of the following HIV programmes/services is estimated to be provided by civil society?

People living with HIV:

25-50%

Men who have sex with men:

<25%

People who inject drugs:

-

Sex workers:

25-50%

Transgendered people:

-

Testing and Counselling:

<25%

Reduction of Stigma and Discrimination:

25-50%

Clinical services (ART/OI)*:

<25%

Home-based care:

25-50%

Programmes for OVC:**

25-50%

8. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the efforts to

increase civil society participation in 2011?:

7

Since 2009, what have been key achievements in this area:

La nouvelle assemblée générale du comité de Coordination multisectoriel a élargi la représentation, de la société civile . Un appui a été apporté pour la mise en réseau des PVVIH et des associations engagées dans la lutte contre le VIH et SIDA. Les deux réseaux sont reconnus par la loi Djiboutienne depuis 2011.

What challenges remain in this area:

Le manque de financements et la faiblesse des capacités techniques

B - II. POLITICAL SUPPORT AND LEADERSHIP

1. Has the Government, through political and financial support, involved people living with HIV, key populations and/or other vulnerable sub-populations in governmental HIV-policy design and programme implementation?:

Yes

IF YES, describe some examples of when and how this has happened:

Le gouvernement de Djibouti soutient politiquement leur participation depuis 2007 à travers la promulgation de la loi portant protection des personnes vivant avec le VIH et qui leur offre les droits d'accès aux services gratuitement. La reconnaissance de leur réseau national favorise leur participation dans la définition des politiques. Ainsi le réseau a participé à la définition de la stratégie nationale de lutte contre le VIH pour 2012-2016. Cependant le soutien financier reste encore à renforcer.

B - III. HUMAN RIGHTS

1.1.

People living with HIV:

Yes

Men who have sex with men:

No

Migrants/mobile populations:

Yes

Orphans and other vulnerable children:

Yes

People with disabilities:

Yes

People who inject drugs:

No

Prison inmates:

Yes

Sex workers:

No

Transgendered people:

No

Women and girls:

Yes

Young women/young men:

Yes

Other specific vulnerable subpopulations [write in]:

NA

1.2. Does the country have a general (i.e., not specific to HIV-related discrimination) law on non-discrimination?:

Yes

If YES to Question 1.1 or 1.2, briefly describe the contents of these laws:

- L a constitution du pays prônait l'égalité pour tous - Les lois spécifiques aux personnes handicapées aux enfants aux femmes vise la lutte contre la discrimination et l'accès des différents services du publique pour tous

Briefly explain what mechanisms are in place to ensure that these laws are implemented:

- Les ministères sectoriels s'inspirent de ces lois pour la planification et la programmation de l'offre des services en visant l'équité pour tous - Pour les personnes vulnérables comme les orphelins, les handicapés l'offre de service prévoit des paquets spécifiques pour s'assurer qu'il y a pas de discrimination envers ces groupes.

Briefly comment on the degree to which they are currently implemented:

Ces lois sont mise en œuvre sauf que la couverture n'est pas complète suite aux difficultés financière dans un contexte d'un pays en voie de développement avec un taux de pauvreté qui reste élevé. Des efforts ont été mené depuis 2007 à travers la mise en œuvre de l'Initiative nationale au Développement Social

2. Does the country have laws, regulations or policies that present obstacles to effective HIV prevention, treatment, care and support for key populations and other vulnerable subpopulations?:

Yes

2.1. IF YES, for which sub-populations?

People living with HIV:

No

Men who have sex with men:

Yes

Migrants/mobile populations:

No

Orphans and other vulnerable children:

No

People with disabilities:

No

People who inject drugs:

Yes

Prison inmates:

No

Sex workers:

Yes

Transgendered people:

Yes

Women and girls:

No

Young women/young men:

No

Other specific vulnerable subpopulations [write in]:

NA

Briefly describe the content of these laws, regulations or policies:

La constitution et la loi islamique interdisent le travail de sexe ainsi que les hommes ayant des rapports sexuel avec d'autres hommes et l'utilisation des drogues injectables

Briefly comment on how they pose barriers:

Ces lois font le lit de la stigmatisation et de la discrimination envers ces populations qui elle-même s'auto excluent de l'utilisation des services.

3. Does the country have a policy, law or regulation to reduce violence against women, including for example, victims of sexual assault or women living with HIV?:

Yes

Briefly describe the content of the policy, law or regulation and the populations included:

Le code de la famille de Djibouti interdit et punit la violence faite aux femmes y compris les violences sexuelles. Une loi spécifique interdit les mutilations génitales qui constituent un rite traditionnel.

4. Is the promotion and protection of human rights explicitly mentioned in any HIV policy or strategy?:

Yes

IF YES, briefly describe how human rights are mentioned in this HIV policy or strategy:

Le PSN 2012-2016 vise l'intensification de la lutte contre la discrimination avec une meilleure prise en compte de la dimension des droits humains. Au niveau opérationnel le plaidoyer pour l'application intégrale de la loi portant protection des PVVS sera poursuivit

5. Is there a mechanism to record, document and address cases of discrimination experienced by people living with HIV, key populations and/or other vulnerable sub-populations?:

Yes

IF YES, briefly describe this mechanism:

L'organe de coordination national (Secrétariat Exécutif) a mis en place un dispositif d'appuis psychosocial et juridique qui intègre la défense de droit des personnes vivant avec le VIH et les autres populations vulnérables comme les orphelins. Ce dispositif permet d'apporter une assistance juridique en cas de besoin et d'offrir un paquet de scolarisation des orphelins à travers le ministère de la promotion de la femme.

6. Does the country have a policy or strategy of free services for the following?

Provided free-of-charge to all people in the country	Provided free-of-charge to some people in the country	Provided, but only at a cost
Yes	No	No
Yes	No	No
Yes	No	No

If applicable, which populations have been identified as priority, and for which services?:

NA

7. Does the country have a policy or strategy to ensure equal access for women and men to HIV prevention, treatment, care and support?:

Yes

7.1. In particular, does the country have a policy or strategy to ensure access to HIV prevention, treatment, care

and support for women outside the context of pregnancy and childbirth?:

Yes

8. Does the country have a policy or strategy to ensure equal access for key populations and/or other vulnerable sub-populations to HIV prevention, treatment, care and support?:

Yes

IF YES, Briefly describe the content of this policy/strategy and the populations included:

Contenu de cette politique décrite dans le PSN 2008-2012 : Le PSN met en exergue la nécessité de réduire la prévalence face au VIH-SIDA dans l'optique d'atteindre l'accès universel à la prévention, au traitement ; aux soins et au soutien de toute personne affectée ou infectée par le VIH-SIDA. Au niveau opérationnel les services de prévention et de soins sont offerts dans les mêmes conditions à toutes personnes vivant sur tout le territoire de Djibouti sans considération particulière comme le prévoit par ailleurs la loi protégeant les personnes vivant avec le VIH Populations / Les femmes, les hommes, les jeunes, les adolescents(es), les migrants et les routiers, les réfugiés cependant ne sont pas pris en compte les TS ni les hommes ayant des relations avec des hommes

8.1

8.1. IF YES, does this policy/strategy include different types of approaches to ensure equal access for different key populations and/or other vulnerable sub-populations?:

Yes

IF YES, briefly explain the different types of approaches to ensure equal access for different populations:

Une approche générale d'offre de services à tous au niveau des structures qui sont accessibles sans discrimination. Une approche spécifique d'offre de service aux populations clés à travers leur paire notamment pour les services d'information et d'utilisation de préservatif et de référence vers le dépistage et par conséquent vers les soins

9. Does the country have a policy or law prohibiting HIV screening for general employment purposes (recruitment, assignment/relocation, appointment, promotion, termination)?:

Yes

IF YES, briefly describe the content of the policy or law:

La loi portant protection des personnes vivant avec le VIH prône le dépistage volontaire anonyme et gratuit pour tous

10. Does the country have the following human rights monitoring and enforcement mechanisms?

a. Existence of independent national institutions for the promotion and protection of human rights, including human rights commissions, law reform commissions, watchdogs, and ombudspersons which consider HIV-related issues within their work:

Yes

b. Performance indicators or benchmarks for compliance with human rights standards in the context of HIV efforts:

Yes

IF YES on any of the above questions, describe some examples:

La commission nationale de droit de l'homme à Djibouti intègre dans ses activités le plaidoyer en faveur de l'accès au service VIH pour tous les citoyens Le réseau national de PVVIH dispose de ses statuts juridiques reconnus par la loi Djiboutienne depuis 2011 et mène le plaidoyer et la défense des droits de PVVIH

11. In the last 2 years, have there been the following training and/or capacity-building activities?

a. Programmes to educate, raise awareness among people living with HIV and key populations concerning their rights (in the context of HIV)?:

Yes

b. Programmes for members of the judiciary and law enforcement on HIV and human rights issues that may come up in the context of their work?:

Yes

12. Are the following legal support services available in the country?

a. Legal aid systems for HIV casework:

Yes

b. Private sector law firms or university-based centres to provide free or reduced-cost legal services to people living with HIV:

Yes

13. Are there programmes in place to reduce HIV-related stigma and discrimination?:

Yes

IF YES, what types of programmes?

Programmes for health care workers:

Yes

Programmes for the media:

Yes

Programmes in the work place:

Yes

Other [write in]:

NA

14. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the policies, laws and regulations in place to promote and protect human rights in relation to HIV in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

De vulgariser la loi portant protection de personnes vivant avec le VIH à tout le niveau La mise en place du réseau des personnes vivant avec le VIH qui sont reconnus par la loi avec renforcement des capacités

What challenges remain in this area:

La persistance de la stigmatisation au niveau de la communauté malgré la volonté politique d’assurer l’accès pour tous aux services VIH La faiblesse des capacités des acteurs communautaire en charge de la mobilisation autour de la promotion des droits des PVVIH et des populations clés

15. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the effort to implement human rights related policies, laws and regulations in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

De vulgariser la loi portant protection de personnes vivant avec le VIH à tout le niveau La mise en place du réseau des personnes vivant avec le VIH qui sont reconnus par la loi avec renforcement des capacités

What challenges remain in this area:

La persistance de la stigmatisation au niveau de la communauté malgré la volonté politique d’assurer l’accès pour tous aux services VIH La faiblesse des capacités des acteurs communautaire en charge de la mobilisation autour de la promotion des droits des PVVIH et des populations clés

B - IV. PREVENTION

1. Has the country identified the specific needs for HIV prevention programmes?:

Yes

IF YES, how were these specific needs determined?:

Ces besoins ont été déterminés avec l’implication active des groupes cibles / Jeunes, les mères, les pères, les routiers, les migrants et les réfugiés

1.1 To what extent has HIV prevention been implemented?

Blood safety:

Strongly Agree

Condom promotion:

Agree

Harm reduction for people who inject drugs:

-

HIV prevention for out-of-school young people:

Agree

HIV prevention in the workplace:

Agree

HIV testing and counseling:

Agree

IEC on risk reduction:

Agree

IEC on stigma and discrimination reduction:

Agree

Prevention of mother-to-child transmission of HIV:

Strongly Agree

Prevention for people living with HIV:

Agree

Reproductive health services including sexually transmitted infections prevention and treatment:

Strongly Agree

Risk reduction for intimate partners of key populations:

Disagree

Risk reduction for men who have sex with men:

Disagree

Risk reduction for sex workers:

Agree

School-based HIV education for young people:

Agree

Universal precautions in health care settings:

Agree

Other [write in]:

NA

2. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is "Very Poor" and 10 is "Excellent"), how would you rate the efforts in the implementation of HIV prevention programmes in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

- Le programme national a renforcé la génération des informations stratégique pour guider ses interventions en faveurs des populations clés. - La Cartographie et l'estimation de la taille des populations à haut risque a été faite pour la première fois et le rapport sur les modes de transmission du VIH à Djibouti nous montre les estimations actualisés. Ces informations ont été utilisées pour la planification stratégique 2012-2016 - Un programme de formation de paire éducateur chez les jeunes au niveau du milieu rural utilisant la méthode basé sur la compétence de la vie a été mise en œuvre

What challenges remain in this area:

- Le s programmes reste limité sur le plan géographique compte tenue de la réduction de financement

B - V. TREATMENT, CARE AND SUPPORT

1. Has the country identified the essential elements of a comprehensive package of HIV and AIDS treatment, care and support services?:

Yes

IF YES, Briefly identify the elements and what has been prioritized:

- Les priorités sont centrées sur le démarrage précoce du traitement ARV (350 CD4) - L'appui nutritionnel des patients sous traitement ARV - La gestion de la co-infection TB compte tenue de la forte prévalence des 2 infections dans le pays - L'accompagnement psychosocial pour renforcer l'observance

Briefly identify how HIV treatment, care and support services are being scaled-up?:

- L'élaboration a été faite dans le cadre de la formulation du nouveau PSN avec une approche participative intégrant les prestataires de soins, les acteurs communautaire, les PVVIH et les partenaires au développement

1.1. To what extent have the following HIV treatment, care and support services been implemented?

Antiretroviral therapy:

Agree

ART for TB patients:

Agree

Cotrimoxazole prophylaxis in people living with HIV:

Agree

Early infant diagnosis:

Disagree

HIV care and support in the workplace (including alternative working arrangements):

Disagree

HIV testing and counselling for people with TB:

Agree

HIV treatment services in the workplace or treatment referral systems through the workplace:

Disagree

Nutritional care:

Agree

Paediatric AIDS treatment:

Agree

Post-delivery ART provision to women:

Agree

Post-exposure prophylaxis for non-occupational exposure (e.g., sexual assault):

Agree

Post-exposure prophylaxis for occupational exposures to HIV:

Agree

Psychosocial support for people living with HIV and their families:

Agree

Sexually transmitted infection management:

Agree

TB infection control in HIV treatment and care facilities:

Disagree

TB preventive therapy for people living with HIV:

Disagree

TB screening for people living with HIV:

Disagree

Treatment of common HIV-related infections:

Agree

Other [write in]:

NA

1.2. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the efforts in the implementation of HIV treatment, care and support programmes in 2011?:

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

- Le programme national a renforcé la génération des informations stratégique pour guider ses interventions en faveurs des populations clés. - La Cartographie et l'estimation de la taille des populations à haut risque a été faite pour la première fois et le rapport sur les modes de transmission du VIH à Djibouti nous montre les estimations actualisés. Ces informations ont été utilisées pour la planification stratégique 2012-2016 Un programme de formation de paire éducateur chez les jeunes au niveau du milieu rural utilisant la méthode basé sur le compétence de la vie a été mise en œuvre - En rapport avec les soins le pays a mis en place les nouvelles directives de l'OMS en matière de prévention de la transmission du VIH de l'amère à l'enfant et la prise en charge incluant le traitement ARV, et les prestataires sont formés - L'accompagnement Psychosocial est la promotion des activités génératrice de revenu en faveurs de PVVIH a été renforcé

What challenges remain in this area:

Le s programmes de prévention reste limité sur le plan géographique compte tenue de la réduction de financement. La prise en charge est confrontée à la persistance de la stigmatisation et de la discrimination

2. Does the country have a policy or strategy to address the additional HIV-related needs of orphans and other vulnerable children?:

Yes

2.1. IF YES, is there an operational definition for orphans and vulnerable children in the country?:

Yes

2.2. IF YES, does the country have a national action plan specifically for orphans and vulnerable children?:

Yes

2.3. IF YES, does the country have an estimate of orphans and vulnerable children being reached by existing interventions?:

Yes

2.4. IF YES, what percentage of orphans and vulnerable children is being reached? :

13%

3. Overall, on a scale of 0 to 10 (where 0 is “Very Poor” and 10 is “Excellent”), how would you rate the efforts to meet the HIV-related needs of orphans and other vulnerable children in 2011?":

6

Since 2009, what have been key achievements in this area:

- Le programme national a renforcé la génération des informations stratégique pour guider ses interventions en faveurs des populations clés. - La Cartographie et l'estimation de la taille des populations à haut risque a été faite pour la première fois et le rapport sur les modes de transmission du VIH à Djibouti nous montre les estimations actualisés. Ces informations ont été utilisées pour la planification stratégique 2012-2016 Un programme de formation de paire éducateur chez les jeunes au niveau du milieu rural utilisant la méthode basé sur le compétence de la vie a été mise en œuvre

What challenges remain in this area:

Le s programmes de prévention reste limité sur le plan géographique compte tenue de la réduction de financement. La prise en charge est confrontée à la persistance de la stigmatisation et de la discrimination

Source URL: <http://aidsreportingtool.unaids.org/59/djibouti-report-ncpi>